

Education

Avec les campus connectés, des études supérieures sans déménager

POURQUOI ?

Beaucoup de néobacheliers renoncent à continuer des études si l'université est trop distante de leur lieu de vie. Ce taux de renoncement peut dépasser les 50%.

POUR QUI ?

Les villes moyennes éloignées des centres universitaires sont les premières concernées par les campus connectés proposés par le ministère de l'Éducation nationale.

COMMENT ?

En s'inspirant de l'expérience réussie de Montereau-Fault-Yonne, des espaces sont créés, où les étudiants, épaulés par des coaches, suivent des cours à distance.

Une mesure pour favoriser l'égalité des chances. Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, a annoncé, le 2 mai, le déploiement – dès la rentrée de septembre – de «formations directement auprès des jeunes» dans des «campus connectés» où ils pourront préparer un diplôme grâce à des cours délivrés à distance. L'objectif: offrir une alternative à ceux qui, une fois le bac obtenu, renoncent à poursuivre des études si elles supposent une mobilité. Dans certains territoires, le phénomène est important. En Ardèche, seule la moitié des jeunes continuent leur cursus de formation une fois le bac en poche.

«Ce n'est pas qu'une question de ressources financières», souligne Bertrand Monthubert, conseiller régional délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche de la région Occitanie. Les freins peuvent être sociaux, culturels, voire géographiques. Les campus connectés ont le mérite de proposer une réponse pragmatique, sans jugement moralisateur, en adaptant le système à une situation devant laquelle nous étions les témoins impuissants.» Carole Delga, la

présidente de la région, s'est d'ailleurs emparée du dispositif: elle a incité les communes où le taux de poursuite en études supérieures était particulièrement bas à se porter candidates. Avec succès.



«Les freins ne sont pas que financiers, ils peuvent être sociaux, voire géographiques.»

Bertrand Monthubert, conseiller régional délégué à l'enseignement supérieur de la région Occitanie

L'Occitanie sera dotée de trois campus connectés pour lesquels la région s'est engagée à cofinancer les investissements.

UNE SOIXANTAINÉ DE DIPLÔMES

Au total, treize villes ou intercos candidates ont été retenues pour accueillir les treize premiers campus connectés (*), dont Montereau-Fault-Yonne qui, avec sa Digitale Académie, a montré la voie (lire p.39). Le ministère table sur une centaine de sites d'ici à 2022, pour mailler le territoire. Les bacheliers doivent faire acte de candidature auprès de la mairie ou de l'interco – sans passer

par Parcoursup –, en tout cas pas cette année. Une soixantaine de diplômes sont proposés: des licences, des BTS et des DUT dans des disciplines et des spécialités très diverses (mathématiques, informatique, musique, droit philosophie...).

Les étudiants seront officiellement inscrits dans l'université ou dans le lycée qui propose ces cursus à dis-

tance. Ils seront par exemple inscrits à l'université de Montpellier s'ils optent pour la licence «sciences du langage». Les projets «différent d'un site à l'autre», détaille Frédérique Alexandre-Bailly, la rectrice de Dijon, mais ils reposent tous sur l'idée d'un tiers-lieu (de type espace de coworking). Les étudiants –une vingtaine par site en moyenne– y «disposeront d'équipements (notamment numériques) et d'un encadrement» propices à leur réussite, avec un ou des coaches.

La communauté d'agglomération de Nevers (13 communes, 67100 hab., Nièvre) s'appuiera ainsi sur des



AVANTAGE

Les étudiants peuvent suivre des études à un coût raisonnable. Ils n'ont pas à supporter les frais annexes (loyer, transports...).



INCONVÉNIENT

Tous les cursus ne sont pas, aujourd'hui, accessibles à la formation ouverte à distance.

Montereau-Fault-Yonne (Seine-et-Marne) 19 400 hab.



SOAZIG GROS, directrice de la Digitale Académie

Un espace pionnier à succès

Les campus connectés sont la déclinaison d'un dispositif local mis en place en 2017 à Montereau-Fault-Yonne, à l'initiative du maire de l'époque, Yves Jégo. « A la première rentrée, nous avons accueilli 30 étudiants, explique Soazig Gros, directrice de la Digitale Académie. Parmi eux, 75 % sont passés en deuxième année alors que le taux observé dans les études en ligne ou par correspondance est plutôt de 25%. C'est donc une vraie réussite. » Deux facteurs, selon elle, l'expliquent. Les étudiants sont coachés pendant leur temps de présence (au minimum seize heures par semaine). Le coach vérifie par exemple qu'ils rendent leurs devoirs dans les temps et qu'ils ont été faits correctement. « La Digitale Académie, du coup, est un peu un mix entre le lycée, où les jeunes étaient très encadrés,

et l'université où, à l'inverse, ils seraient laissés seuls », souligne la directrice. Autre point fondamental : « Les étudiants, chez nous, ont choisi leurs études. Ce n'est pas pareil que de suivre une formation que vous aviez inscrite au neuvième rang sur Parcoursup. Ici, ils restent sur leur premier choix, et nous travaillons en amont pour vérifier que ça va vraiment leur plaire. » La Digitale Académie recrute sur un rayon de 40 kilomètres – jusqu'à Nemours ou Provins. Elle n'a cependant pas vocation à grossir outre mesure : seul un format « intime », estime Soazig Gros, « permet aux coaches de s'occuper des jeunes sur tous les aspects : confiance en soi, problématiques familiales, recherche de stage... »

Contact
Soazig Gros, digitale-academie@ville-montereau77.fr

coaches, a priori des enseignants dont les vacances viseront à « aider les étudiants à acquérir les méthodes de travail », avance Christophe Lasserre, chef de projet « enseignement supérieur » au sein de l'intercommunalité.

REMISE À NIVEAU

Autun (13500 hab., Saône-et-Loire), qui va aussi recruter des coaches, a noué un partenariat avec l'université de Bourgogne. Elle mobilisera un enseignant pour encadrer les étudiants. « Il se déplacera à Autun trois heures par semaine » pour « des modules de remise à niveau », explique Alexandre Fournier, vice-président de l'université, délégué au campus numérique. En outre, l'université mettra à disposition sa plateforme pédagogique sur laquelle les élèves accéderont,

notamment, « à tous les outils de bureautique ». Le dispositif semble trouver son public. Autun – qui avait communiqué sur le projet dès le mois d'avril – a reçu une trentaine de candidatures en un mois. Parmi les candidats : des lycéens en terminale dont « la mère, célibataire, n'a pas les moyens de payer des études à ses enfants » ou « des adultes qui voudraient reprendre des études » alors qu'ils sont soutien familial, illustre Vincent Chauvet, le maire.

NOUVELLE VOIE D'ACCÈS

En Haute-Marne, la ville de Chaumont (22400 hab.) a notamment reçu la candidature d'un jeune qui, parce qu'il a un problème de santé, n'a pas pu s'inscrire à l'université. L'offre locale est très faible : seulement une vingtaine de

diplômes post-bac, surtout des BTS et quelques licences, souligne Jean-Michel Zupan, directeur de cabinet au sein de l'agglomération. Au-delà des candidatures spontanées, certaines communes réfléchissent au moyen de faire du campus connecté un outil au service des travailleurs sociaux. Les missions locales, par exemple, pourraient travailler avec les décrocheurs pour leur proposer de réintégrer un cursus de formation près de chez eux. Les rectorats, pour leur part, voient dans ces lieux une nouvelle voie d'accès à l'enseignement supérieur qu'ils pourront proposer à des jeunes n'ayant pas reçu de réponse positive sur Parcoursup. ●

Alexandra Caccivio

(*) Saint-Brieuc, Cahors, Le Vigan, Privas, Carcassonne, Saint-Raphaël, Chaumont, Bar-le-Duc, Lons-le-Saunier, Nevers, Redon, Autun.

1,5 M€

seront octroyés par l'Etat aux campus numériques en 2019, en complément de l'engagement financier des collectivités. L'Etat apportera une subvention d'amorçage de 50000 € par campus et une dotation de 1000 € par étudiant.